ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 30 octobre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement des officiers et agents judiciaires près les parquets", a donné le 7 novembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 oktober 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten", heeft op 7 november 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Il convient de viser l'ensemble de la loi du 7 avril 1919 et donc d'écrire :

"Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois des 21 août 1948, 6 juillet 1964, 27 mars 1969, 2 décembre 1982 et 18 juillet 1991;".

Alinéa 2.

L’alinéa 2 doit être omis, puisque l’arrêté en projet tend à abroger en son entier l’arrêté royal du 7 mai 1921 portant organisation de la police judiciaire des parquets.

Alinéas 3 et 4.

Les dispositions visées par ces alinéas ne constituent pas le fondement de l’arrêté en projet et ne sont pas modifiées par celui-ci; il convient donc d’omettre ces deux alinéas.

Alinéa nouveau.

L’article 17 en projet tendant à modifier formellement l’arrêté royal du 17 octobre 1991, il y a lieu de viser cet arrêté au préambule, dans un alinéa rédigé comme suit :

"Vu l’arrêté royal du 17 octobre 1991 relatif aux laboratoires de police technique et scientifique, notamment l’article 10;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La condition de la nationalité belge, énoncée au 1°, n’appelle pas d’observation. En effet, conformément

à l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 15 mars 1988 (1), les fonctions visées dans l'article impliquent une participation effective à l'exercice de la puissance publique.

Articles 2 et 3.

1. Aux termes de l'article 3, 4°, le candidat officier judiciaire doit avoir réussi la première partie du degré supérieur de l'Ecole de criminologie et de police scientifique, qui est organisée par l'arrêté royal du 14 septembre 1936 portant révision et coordination des statuts de l'Ecole de criminologie et de police scientifique, dont l'article 8 dispose comme suit :

> "L'enseignement de l'école comprend des cours principaux, cours complémentaires, des démonstrations pratiques et éventuellement des conférences.
>
> Le programme en est arrêté chaque année par le Ministre sur avis du conseil.
>
> ...".

On ne voit pas en quoi l'habilitation prévue par l'article 2 est nécessaire pour les cours et épreuves organisés par l'Ecole de criminologie et de police scientifique. Le fonctionnaire délégué a fait observer à cet égard que l'organisation de l'Ecole doit encore être modifiée et qu'il convient de permettre l'application du

---

(1) Affaire 147/86, Commission contre République hellénique, Recueil de la jurisprudence de la Cour, 1988, 3, p. 1637.

texte en projet avant qu'intervienne cette modification. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'article 3, 3°, se trouve énoncé le principe d'un concours d'accès à la première partie du degré supérieur de l'Ecole, alors que ce concours n'existe pas actuellement.

Il faut éviter toute interférence entre les dispositions organiques concernant l'Ecole de criminologie et de police scientifique, d'une part, et les conditions de recrutement des officiers et agents judiciaires, d'autre part.

Pour cela, il faut, d'abord, modifier l'arrêté organique de l'Ecole de criminologie et de police scientifique et, quand cette modification aura été faite, adapter l'arrêté relatif au recrutement à cette modification.

Il faut doncn omettre le 3° de l'article 3.

2. Le 5° de l'article 3 érige en "condition particulière pour le recrutement au grade d'officier judiciaire", la réussite d'un "concours de recrutement et

d’accession" (1), ce qui est une redondance par rapport à l’article 1er, 5°, qui fait de pareille réussite une "condition générale". Par ailleurs, les conditions particulières pour le recrutement au grade d’agent judiciaire ne mentionnent pas la réussite au concours.

De l’économie du texte, et des explications fournies par le fonctionnaire délégué, on peut déduire que l’article 3, 5°, mentionne pareille condition uniquement pour énoncer la règle que ne peuvent se présenter au concours que les candidats ayant réussi les cours visés au 4°. Cette règle ne vaut évidemment pas pour le recrutement au grade d’agent judiciaire.

Dès lors que la réussite d’un concours peut être considérée comme une condition générale, il est préférable d’omettre le 5°, tout en ajoutant un alinéa 2, rédigé comme suit :

"Seuls les candidats ayant réussi les cours visés à l’alinéa 1er, (4°), sont admis au concours de recrutement ou d’accession".

3. Il s’ensuit qu’à l’article 2, alinéa 1er, il vaudrait mieux écrire : "prévues à l’article 1er, alinéa 1er, 5° à 8°, à l’article 3, 4° et 5°, et à l’article 8, alinéa 2, 1°, 2° et 4°".

---

(1) Il faudrait écrire "concours de recrutement ou d’accession".

4. L'alinéa 2 de l'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Il arrête les modalités de vérification des conditions, ainsi que les modalités d'organisation des épreuves. Il détermine les dispenses ...".

Article 4.

1. A l'alinéa 1er, 1°, il faut omettre les mots "au moins" et écrire "visé à l'article 1er, alinéa 1er, 5°" au lieu de "article 1er, 5°".

La même observation vaut pour l'article 7, alinéa 1er.

2. Au 2° du même alinéa, il convient d'adapter le texte aux compétences reconnues aux Communautés par la Constitution.

3. Le texte sous 2° vise le diplôme de candidature délivré par un établissement universitaire; il devrait viser également les diplômes délivrés par les jurys de la Communauté.

4. Le même texte ne semble pas viser les diplômes de candidat délivrés par les établissements d'enseignement supérieur de type long. Si en vertu de la loi du 7 juillet

1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, cet enseignement est "de niveau universitaire" (article 2, alinéa 4), ces établissements d'enseignement n'en sont pas pour autant des établissements universitaires.

Il appartient à l'auteur du projet de déterminer s'il existe des critères objectifs permettant de ne pas prendre en considération pareils diplômes.

Dès lors, l'article doit être revu.

Article 5.

Il convient d'écrire : "... la condition de diplôme énoncée à ...".

D'autre part, il y a lieu de rédiger le texte au présent de l'indicatif.

Article 6.

La dérogation aux conditions de recrutement en faveur d'un seul candidat au grade d'officier judiciaire et d'un seul candidat au grade d'agent inspecteur judiciaire, n'est pas fondée sur un critère objectif et pourrait être source de discriminations portant atteinte au principe inscrit dans l'article 6 de la Constitution.

Le texte doit être revu.

Article 8.

1. Mieux vaudrait rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Le stage comprend :

1° l'assistance aux cours et la réussite des examens de ...;

2° l'assistance aux cours et la réussite des examens de la formation de base ...;

3° l'accomplissement, avec fruit, d'un stage ... (la suite comme au projet);

4° la réussite ...".

2. L'alinéa 3 omet, pour les conditions relatives à la nomination en qualité d'officier judiciaire, la réussite des épreuves définitives d'aptitude physique. Il s'agit, selon le fonctionnaire délégué, d'un oubli.

Le texte doit être complété sur ce point.

Article 9.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

L’usage recommande d’écrire :

"L’arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire près les parquets, modifié par les arrêtés royaux des 3 avril 1929, 29 mars 1951, 6 décembre 1954, 28 janvier 1956, 24 juillet 1956, 30 septembre 1964, 4 avril 1972, 16 mai 1980, 29 août 1980 et 2 septembre 1991, est abrogé".

Article 18.

Il faut écrire : "L’article 8, alinéas 1er, 2, 1° à 3°, et 4, ainsi que ...".

Article 19.

Pour être porteur d’un diplôme de réussite des cours du degré supérieur de l’Ecole de criminologie et de police scientifique, il faut nécessairement avoir réussi la première partie de ce programme de formation.

La disposition est dès lors inutile.

Si toutefois les auteurs du projet souhaitaient, dans un but didactique, maintenir cette disposition, elle trouverait mieux sa place dans l’article 3 dont elle constituerait un troisième alinéa.

Dans ce cas, le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis

---

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

De Raad van State moet, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

AANHEF.

Eerste lid.

Er behoort te worden verwezen naar de gehele wet van 7 april 1919 en er moet dus worden geschreven :

"Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten,

gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948, 6 juli 1964, 27 maart 1969, 2 december 1982 en 18 juli 1991;".

Tweede lid.

Het tweede lid behoort te vervallen, aangezien het ontworpen koninklijk besluit ten doel heeft het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten in zijn geheel op te heffen.

Derde en vierde lid.

De bepalingen waar in die leden naar verwezen wordt vormen niet de grondslag van het ontworpen besluit en worden er niet door gewijzigd; het past dus beide leden weg te laten.

Nieuwe lid.

Aangezien artikel 17 van het ontwerp het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 uitdrukkelijk beoogt te wijzigen, moet in de aanhef naar dat besluit worden verwezen in een als volgt luidend lid :

"Gelet op het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 betreffende de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie, inzonderheid op artikel 10;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Bij het in 1° geformuleerde vereiste van Belgische nationaliteit behoeft geen opmerking te worden gemaakt. Overeenkomstig het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen dd. 15 maart 1988 (1) houdt het in het artikel beoogde ambt een effectieve deelneming aan de uitoefening van de openbare macht in.

Artikelen 2 en 3.

1. Naar luid van artikel 3, 4°, dient de gegadigde voor de graad van gerechtelijk officier geslaagd te zijn voor het eerste deel van de hogere graad van de School voor criminologie en criminalistiek, dat georganiseerd wordt door het koninklijk besluit van 14 september 1936 houdende herziening en coördinatie van het Statuut van de School voor criminologie en criminalistiek, waarvan artikel 8 aldus luidt :

> "Het onderwijs in de school bestaat uit hoofd- en aanvullende cursussen, uit aanschouwelijke lessen en in voorkomend geval uit lezingen.
>
> Het programma er van wordt jaarlijks door de Minister op voorstel van de raad vastgesteld.
>
> ...".

---

(1) Zaak 147/86, Commissie tegen Helleense Republiek, Jurisprudentie van het Hof van justitie, 1988, 3 blz. 1637.

Het is niet duidelijk in welk opzicht de machtiging waar artikel 2 in voorziet, noodzakelijk is voor de cursussen en tests georganiseerd door de School voor criminologie en criminalistiek. De gemachtigde ambtenaar heeft er in dit opzicht op gewezen dat de organisatie van de School nog moet worden gewijzigd en dat het geraden is de toepassing van de ontworpen tekst mogelijk te maken voordat die wijziging geschiedt. Zo komt het bij voorbeeld dat in artikel 3, 3°, het beginsel van een examen voor toelating tot het eerste deel van de hogere graad van de School voor criminologie en criminalistiek geformuleerd is, ofschoon het examen momenteel niet bestaat.

Er dient voor gewaakt te worden dat enerzijds de organieke bepalingen omtrent de School voor criminologie en criminalistiek en anderzijds de voorwaarden waarop gerechtelijke officieren en agenten worden aangeworven aan elkaar niet in de weg staan.

Daartoe dient eerst het organieke besluit betreffende de School voor criminologie en criminalistiek te worden gewijzigd en wanneer die wijziging tot stand is gekomen, het besluit omtrent de aanwerving aan die wijziging te worden aangepast.

Onderdeel 3° van artikel 3 behoort dus te vervallen.

2. Onderdeel 5° van artikel 3 stelt als "bijzonder vereiste voor de werving in de graad van gerechtelijk

officier" het slagen voor een "vergelijkend wervings- en overgangsexamen" (1), wat een overtolligheid is ten opzichte van artikel 1, 5°, waarin van een dergelijk slagen een "algemeen vereiste" gemaakt wordt. Bovendien wordt in de bijzondere vereisten voor de werving in de graad van gerechtelijk agent geen melding gemaakt van het slagen voor het vergelijkend examen.

Uit de samenhang van de tekst en uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar valt op te maken dat in artikel 3, 5°, een zodanige voorwaarde enkel en alleen wordt vermeld om als regel te stellen dat slechts de gegadigden die met succes de in 4° bedoelde cursussen hebben gevolgd voor het vergelijkend examen mogen opgaan. Dat voorschrift geldt uiteraard niet voor de werving in de graad van gerechtelijk agent.

Aangezien het slagen voor een vergelijkend examen als een algemeen vereiste kan worden aangemerkt, verdient het de voorkeur 5° weg te laten en een tweede lid toe te voegen, luidende :

"Alleen de gegadigden die met succes de in het eerste lid, 4°, bedoelde cursussen hebben gevolgd, worden toegelaten tot het vergelijkend wervings- of overgangsexamen".

---

(1) Men zou moeten schrijven : "wervings- of overgangsexamen".

3. Daaruit volgt dat het beter zou zijn in artikel 2, eerste lid, te schrijven : "de in artikel 1, eerste lid, 5° tot 8°, in artikel 3, 4° en 5°, en in artikel 8, tweede lid, 1°, 2° en 4°, bedoelde vereisten en tests".

4. Het zou beter zijn het tweede lid van artikel 2 aldus te stellen :

"Hij bepaalt de nadere regels in verband met de verificatie van de vereisten, alsook de nadere regels in verband met de organisatie van de tests. Hij bepaalt de vrijstellingen ...".

Artikel 4.

1 In het eerste lid, 1°, dienen de woorden "ten minste" te vervallen en schrijve men "bedoeld in artikel 1, eerste lid, 5°", in plaats van "bedoeld bij artikel 1, 5°".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, eerste lid.

2. In 2° van hetzelfde lid behoort de tekst te worden aangepast aan de bevoegdheden die de Grondwet aan de Gemeenschappen verleent.

3. De tekst onder 2° heeft het over het kandidaatsdiploma uitgereikt door een universitaire instelling;

hij zou ook melding moeten maken van de diploma's uitgereikt door de examencommissies van de Gemeenschap.

4. Dezelfde tekst maakt blijkbaar geen melding van de kandidaatsdiploma's uitgereikt door de instellingen voor hoger onderwijs van het lange type. Hoewel dat onderwijs krachtens de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs "van universitair niveau" is (artikel 2, vierde lid), zijn die onderwijsinstellingen toch geen universitaire instellingen.

Het is de taak van de steller van het ontwerp te bepalen of er objectieve maatstaven bestaan aan de hand waarvan zulke diploma's niet in aanmerking worden genomen.

Het artikel moet derhalve worden herzien.

Artikel 5.

Er behoort te worden geschreven : "... het diplomavereiste gesteld in artikel 4, 2°, kunnen dingen naar de graad ...".

Bovendien dient in de Franse tekst de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gebruikt.

Artikel 6.

De afwijking van de aanwervingsvereisten ten gunste van één enkele gegadigde voor de graad van gerechtelijk officier en van één enkele gegadigde voor de graad van gerechtelijk agent-inspecteur, berust niet op enig objectief criterium en zou kunnen leiden tot ongelijke behandeling die afbreuk doet aan het beginsel dat is neergelegd in artikel 6 van de Grondwet.

De tekst moet worden herzien.

Artikel 8.

1. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De stage omvat :

1° het volgen van de cursussen en het slagen voor de examens van ...;

2° het volgen van de cursussen en het slagen voor de examens over de basisopleiding ...;

3° het met goed gevolg afsluiten van een proefperiode ..." (voorts zoals in het ontwerp);

4° het slagen voor ...".

2. In het derde lid wordt ten aanzien van de vereisten voor benoeming tot gerechtelijk officier geen melding gemaakt van het slagen voor de definitieve tests van lichamelijke geschiktheid. Volgens de gemachtigde ambtenaar geldt het hier een verzuim.

De tekst behoeft aanvulling op dat punt.

Artikel 9.

Er behoort te worden geschreven :

"Artikel 9.-
De nadere regels omtrent de stage waarin artikel 8 voorziet, worden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 16.

Zoals gebruikelijk is verdient het aanbeveling te schrijven :

"Het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 april 1929, 29 maart 1951, 6 december 1954, 28 januari 1956, 24 juli 1956, 30 september 1964, 4 april 1972, 16 mei 1980, 29 augustus 1980 en 2 september 1991, wordt opgeheven".

Artikel 18.

Er dient te worden geschreven : "Artikel 8, eerste lid, tweede lid, 1° tot 3°, en vierde lid, alsook de artikelen ...".

Artikel 19.

Men kan pas houder zijn van een diploma waaruit blijkt dat men met succes de cursussen heeft gevolgd van de hogere graad van de School voor criminologie en criminalistiek als men geslaagd is voor het eerste deel van dat opleidingsprogramma.

De bepaling is dus overbodig.

Indien de stellers van het ontwerp die bepaling echter om didactische redenen in stand wensen te laten, zou het beter zijn er een plaats voor in te ruimen in artikel 3, waarvan zij een derde lid zou vormen.

In dat geval zou de bepaling aldus moeten luiden :

"De gegadigden die houder zijn van een diploma waaruit blijkt dat zij met succes de cursussen hebben gevolgd van de hogere graad van de School voor criminologie en criminalistiek, worden vrijgesteld van de tests bedoeld in artikel 3, 4°".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. I. KOVALOVSZKY, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.